

EURACTIV

LES STATISTIQUES : OUTILS INDISPENSABLES À LA BONNE GOUVERNANCE

SPECIAL REPORT | JUIN 2019
<http://eurac.tv/9Qg9>

With the support of





LES STATISTIQUES : OUTILS INDISPENSABLES À LA BONNE GOUVERNANCE

SPECIAL REPORT | JUIN 2019
<http://eurac.tv/9Qg9>

La disponibilité d'une information statistique objective et de qualité est une condition nécessaire pour connaître l'état d'une société, instaurer un vrai débat entre tous les acteurs et permettre une bonne gouvernance.

Table des matières

Les instituts de statistiques s'attaquent
à l'évaluation des ODD

4

« L'évaluation statistique est au cœur
des Objectifs de développement durable »

6

La statistique officielle est un bien public
qui appartient à tous

8

Les instituts de statistiques s'attaquent à l'évaluation des ODD

Par Cécile Barbière | EURACTIV.fr



La conférence « Servir le développement et combattre les inégalités grâce à des statistiques de qualité » organisée par Expertise France s'est déroulée le 18 juin à Bruxelles lors des Journées européennes du développement.

L'évaluation des objectifs de développement durable grâce à des statistiques de qualité est une condition *sine qua non* de leur réussite. Pourtant, seule une infime part de l'aide au développement y est dédiée.

« Difficile pour n'importe quel gouvernement de dire qu'il va faire des statistiques la priorité de son budget », lance Fatiha Hassouni de l'Union pour la Méditerranée (UMP). Le sujet des statistiques ne séduit

pas les foules, et peine souvent à s'imposer dans les priorités politiques des pays.

Un faible intérêt qui se ressent également dans le montant des dotations que le sujet reçoit de la part des pouvoirs publics. « Savez-vous quel pourcentage de l'aide publique au développement est affecté à la production de statistiques ? Moins de 0,5% ! », affirme Beata Suszterova, cheffe du service statistique d'Expertise France.

Une somme dérisoire alors que

l'exercice de récolte des données et de statistiques s'avère long et coûteux notamment dans les pays en développement.

Pourtant, cette récolte de données et la production de statistiques sont indispensables à l'évaluation des politiques publiques. Une nécessité qui s'est accrue avec les 17 objectifs de développement durable, adoptés en 2016 par les pays du monde entier.

Suite à la page 5

Suite de la page 4

AGENDA POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces 17 objectifs doivent être mis en œuvre d'ici à 2030. Pour évaluer leur réussite, les Nations Unies ont par ailleurs défini pas moins de 232 indicateurs mondiaux, sur lesquels les pays doivent s'appuyer pour évaluer l'efficacité de leur action.

« Nous avons énormément de cibles dans les ODD que nous allons avoir besoin d'évaluer, notamment sur le sujet des inégalités », a souligné Jérémie Pellet, Directeur général d'Expertise France lors d'une conférence intitulée « Servir le développement et combattre les inégalités grâce à des statistiques de qualité » organisée par Expertise France le 18 juin à Bruxelles lors des Journées européennes du développement.

« Répondre au défi des inégalités est extrêmement complexe. Il faut pour cela produire des données et des statistiques de qualité. Dans cette perspective, la coopération est un outil central pour aider les pays à produire des statistiques de qualité » a-t-il poursuivi.

Les ODD ciblent un nombre large d'ambitions, allant de la fin de la pauvreté dans le monde, à l'accessibilité à une eau propre et saine pour tous les citoyens du monde, en passant par la production d'une énergie propre à des coûts abordables.

La réduction des inégalités dans tous les domaines (santé, éducation, climat, emploi) constitue un des principaux défis de cet agenda. Et s'avère particulièrement épineux à mesurer. Comment connaître l'état de l'égalité des genres dans un pays donné ? Et dans le monde ?

UNE CHARGE NATIONALE

Chaque pays a la charge de fournir les statistiques aux Nations Unies permettant l'évaluation des ODD. Ainsi, la France a proposé mi-2018 un tableau de bord de 98 indicateurs qui constituent le cadre national pour le suivi des progrès de la France dans l'atteinte des 17 ODD.

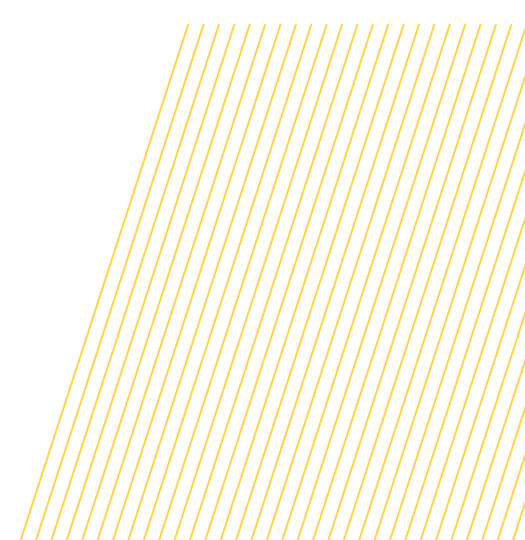
Le sujet des inégalités et de sa mesure par les instituts nationaux de statistique est un enjeu de longue date. Mais avec l'agenda pour le développement durable, il y a urgence. Et il y a du pain sur la planche pour évaluer et récolter les données sur les inégalités dans beaucoup de domaines: le climat, l'emploi, l'égalité homme-femme, etc. » a détaillé Dominique Francoz, cheffe de section « assistance technique internationale de l'INSSE, l'institut français de statistique.

MÉTHODE

Face aux enjeux, la question des méthodes de collecte des données va aussi devoir évoluer. « Les méthodes de collecte traditionnelles des données (telles que les enquêtes et sondages) ne seront peut-être plus

suffisantes à l'avenir pour répondre aux enjeux des ODD » reconnaît Gogita Todradze, directeur exécutif de l'Office national des statistiques de Géorgie, GeoStat. « Nous allons avoir besoin des nouvelles technologies pour répondre aux défis à venir, comme le Big data ».

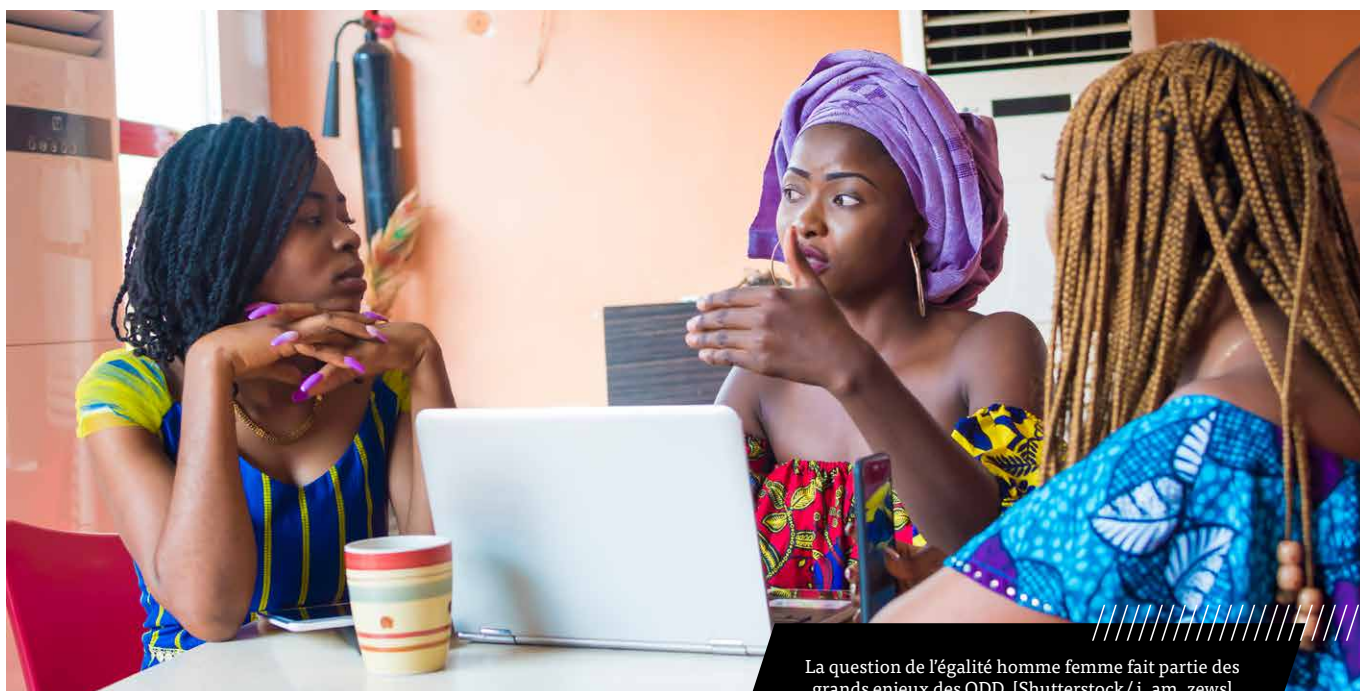
« Les instituts nationaux de statistique ont la responsabilité de produire des statistiques de qualité, car ensuite les hommes politiques les utilisent sur la scène nationale et internationale. Les statistiques sont le miroir de la société » a conclu Avis Benes, cheffe de l'élargissement, du voisinage et du développement chez Eurostat.



INTERVIEW

« L'évaluation statistique est au cœur des Objectifs de développement durable »

Par Cécile Barbière | EURACTIV.fr



La question de l'égalité homme femme fait partie des grands enjeux des ODD. [Shutterstock/i_am_zews]

Les statistiques représentent un outil crucial pour évaluer les Objectifs de développement durable (ODD). Notamment à propos d'égalité des genres, explique Fatiha Hassouni de l'Union pour la Méditerranée.

Fatiha Hassouni est cheffe du secteur égalité homme-femme de l'Union pour la Méditerranée (UMP). Depuis septembre

2014, elle est chargée de développer un programme régional de l'égalité homme femme.

Quelle place tiennent les statistiques dans l'élaboration des politiques publiques ?

Quand on élabore une politique publique, la première étape est de définir des cibles. Par exemple, pour

les politiques en faveur de l'emploi, on va définir qu'une mesure doit atteindre deux millions de chômeurs longue durée entre 30 et 50 ans.

Pour atteindre ces cibles, il faut avoir des systèmes de collecte de l'information (enquêtes d'opinion, relevé d'information auprès de professionnels, etc.) qui permettent

Suite à la page 7

Suite de la page 6

d'évaluer l'impact réel des politiques. Le problème, c'est que la statistique publique n'existe pas de manière systématique. Les experts politiques et de la statistique doivent travailler de pair. Malheureusement, de manière générale, cela ne se fait pas.

Quels sont les enjeux en matière de statistiques sur la question de l'égalité homme femme ?

Il est plus difficile d'avoir des statistiques sur les femmes. Par exemple, le secteur agricole emploie beaucoup de femmes dans les pays du Sud. Mais il s'agit d'emploi informel, qui ne respecte pas forcément le droit du travail. Donc il y a beaucoup de violation de droit dans ce secteur. Mais ce constat n'est pas basé sur des études sectorielles. Tout le monde connaît cette réalité, mais elle n'est pas appuyée par des statistiques officielles, ce qui entraîne une absence de prise en compte de cet enjeu dans les politiques publiques agricoles.

Les politiques publiques partent du principe que leur effet sera le même sur l'ensemble de la population, qu'elles sont « neutres ». Résultat, rien n'est fait pour prendre en compte les besoins de femmes au sein de ces mêmes politiques. Mais ce n'est pas vrai, l'impact sur les femmes et les hommes n'est jamais le même. C'est pour ça que la collecte d'informations et les statistiques sont fondamentales, car cela permet aux décideurs politiques de réorienter leur action si elle s'avère discriminante. Cela s'applique d'ailleurs à toutes les catégories de personnes vulnérables. Les statistiques sont nécessaires pour être certain que la politique publique n'est pas discriminatoire.

Pour réaliser les Objectifs de Développement Durable, a-t-on des statistiques suffisantes ?

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) doivent être la référence internationale de toute politique publique. Notre travail au niveau régional à l'Union pour la Méditerranée (UPM) doit contribuer à cet engagement international. Nous sommes une instance régionale qui regroupe 43 pays, dont les 28 États membres de l'UE. Dans une déclaration ministérielle signée au Caire en 2017, nous avons défini 4 objectifs principaux en matière d'égalité homme-femme dans le cadre des ODD : améliorer la participation économique de femmes via l'entrepreneuriat et l'accès à l'emploi ; renforcer l'accès aux postes à décision dans le domaine politique et économique, combattre toute forme de violences faites aux femmes, et enfin lutter contre les stéréotypes et les normes. Cette réunion ministérielle est un point de départ qui va permettre d'avoir une vision d'ensemble de l'état de l'égalité homme-femme dans la région de la Méditerranée, et permettra de mesurer les progrès accomplis par rapport aux objectifs internationaux.

Quel est l'état des lieux aujourd'hui ?

Il y a un déficit de statistiques publiques. La collecte statistique est un exercice, coûteux, chronophage et complexe. Cela pose problème partout, même en Europe, même si certains pays font mieux que d'autres.

Pour avancer sur le sujet, l'une des recommandations que nous faisons est de développer un mécanisme de suivi avec des indicateurs pour faire évaluer les engagements pris dans le cadre des ODD. On est en train de voir quels sont les besoins et comment

on peut développer ce qu'il manque, notamment avec le programme MedStat, qui est un programme de coopération financé par l'Union européenne pour les pays du Sud et de l'Est sur la question des statistiques. Il permet d'accompagner les pays dans le développement de leurs outils statistiques. C'est un programme important, car les statistiques sont clés pour la réussite des ODD.

La statistique, c'est avant tout un engagement politique ! C'est un investissement nécessaire, mais coûteux, qu'il est difficile de défendre dans le budget de l'État. Personne ne va dire que sa priorité politique c'est les statistiques ! Au-delà de la question budgétaire, il y a aussi un enjeu sur le temps. Car collecter l'information prend du temps.

OPINION

DISCLAIMER: Toutes les opinions affichées dans cette colonne reflètent l'avis de l'auteur, pas celle d'EURACTIV.COM Ltd.

La statistique officielle est un bien public qui appartient à tous

Hervé Conan & Isabelle Valot | Expertise France



Hervé Conan, directeur des Opérations et Isabelle Valot directrice du département gouvernance économique et financière

acteurs : les décideurs et gouvernants, les forces économiques et sociales, les médias, la population dans son ensemble.

Dans les pays où la société civile est active et les données sont facilement accessibles, les avis des citoyens sont recherchés sur le terrain ou via les outils numériques. Cela alimente le débat public sur des sujets majeurs : transition énergétique, fiscalité et dépense publique, organisation de l'Etat et des services publics...

TROP DE DONNÉES ET PAS ASSEZ DE STATISTIQUES

Cette alimentation du débat avec des données objectives et pertinentes est essentielle pour que les décisions et leurs impacts soient comparés, pour que leurs effets soient suivis, analysés et pris en compte dans les politiques publiques.

Mais dans certains cas, la profusion d'informations peut générer une certaine confusion chez les utilisateurs, surtout lorsqu'elles sont diffusées sans précisions sur leur source, leur méthode de collecte... Dans certains cas, les données peuvent même être contrôlées, difficiles d'accès voire utilisées à des fins partisans. L'ouverture de l'accès aux données (« l'Open Data ») est une

Suite à la page 9

Il ne viendrait à l'idée de personne de monter dans une voiture qui n'est pas équipée d'un tableau de bord indiquant certaines fonctions vitales comme la vitesse, l'état de la réserve de carburant ou la température du moteur. De même que pour prendre le volant, il est aussi essentiel d'avoir des indications pour la bonne gouvernance d'un pays et les rendre disponibles pour ses citoyens. Certaines de ces informations sont fournies par la statistique officielle.

Hervé Conan est directeur des Opérations et Isabelle Valot directrice du département gouvernance économique et financière d'Expertise France, l'agence française d'expertise technique internationale.

Comment parler d'une économie sans connaître son taux de croissance ; comment appuyer la création d'emploi sans savoir qui en cherche et dans quel secteur ; comment élaborer une politique de retraite juste sans projection de population fiable, comment réduire les inégalités si leur nature et leur ampleur ne sont pas mesurées et donc pas connues ?

LA QUALITÉ DES STATISTIQUES, CONDITION DU DIALOGUE DÉMOCRATIQUE

La disponibilité d'une information statistique objective et de qualité est une condition nécessaire pour connaître l'état d'une société et instaurer un vrai débat entre tous les

Suite de la page 8

vertu de la transparence de l'Etat et de ses institutions et permet aux citoyens et à l'ensemble des acteurs du pays de mieux s'emparer de cette information.

L'abondance d'information, tout comme sa rareté, cache donc un écueil important: quelle confiance accorder à toutes ces données ?

On dit souvent qu'il y a trop de « données » et pas assez de « statistiques ». On entend par là que les statistiques officielles sont construites sur la base de principes et de méthodes entérinées au niveau international et dont l'application est suivie de près. C'est ce qui donne une valeur objective à la statistique officielle.

CONSTRUIRE DES DONNÉES FIABLES

Certaines questions sont faciles à appréhender : il est assez aisé par exemple de conceptualiser un taux d'inflation et de mettre en place les outils statistiques nécessaires à son calcul. D'autres demandent un effort initial de définition et ensuite un appareillage statistique plus complexe. C'est le cas de la mesure des Objectifs du développement durable ou de l'inégalité, plus complexes à appréhender. Veut-on parler des inégalités de salaires entre secteurs d'activités, entre type de professions ? Des inégalités dans les conditions de vie en général ? Des inégalités entre pays ou entre régions ? A chacune de ces questions correspond un outil statistique et donc des professionnels bien formés et des moyens financiers, parfois conséquents.

La coopération internationale en matière de statistique est alors nécessaire, et c'est en ce sens qu'Expertise France intervient aux côtés d'acteurs européens, comme Eurostat et les différents instituts statistiques des Etats membres de l'Union européenne. Les projets de

coopération statistique implémentés par Expertise France avec les Instituts nationaux ou régionaux de statistiques visent à améliorer la qualité des données, nécessaires pour éclairer les choix politiques et contribuer à une bonne gouvernance, à harmoniser les méthodologies statistiques avec les normes et standards européens et internationaux et à améliorer la cohérence des données dans les pays partenaires afin de favoriser des échanges entre pairs autour de données comparables.

RENDRE LES DONNÉES ACCESSIBLES : LE RÔLE DES MÉDIAS

Il ne faudrait pas considérer cet appui uniquement comme un appui technique car il s'inscrit dans un cadre de coopération plus large visant le soutien à un débat démocratique constructif. Car la statistique est un bien gratuit et utile à l'ensemble de la société, du secteur privé au secteur public en passant par l'ensemble des citoyens.

Pour cela, les statistiques doivent être présentées sous une forme compréhensible. Car même si l'information statistique est fiable, accessible et pertinente, son usage n'est pas garanti : les utilisateurs sont multiples, leurs modes de consommation de l'information sont différents et évoluent rapidement. Les médias sociaux ont tout particulièrement modifié les comportements face à l'information, un défi que la statistique publique doit être prête à relever. Là où les consommateurs demandent de l'immédiateté, la statistique doit gérer la complexité d'opérations de collecte et de traitement qui sont longues à produire des résultats.

Il faut développer des partenariats et des échanges entre les statisticiens et leurs usagers afin de mieux expliquer ce qu'il y a derrière les chiffres et ainsi permettre leur

meilleure utilisation. Pour cela, les médias sont des partenaires essentiels des statisticiens car ils jouent un rôle de relais de l'information. Là aussi, la coopération internationale peut faciliter le dialogue, en rapprochant... statisticiens et journalistes. Ainsi, le projet européen MEDSTAT IV* de coopération entre pays du pourtour méditerranéen a permis le développement d'un programme de formation mixte appelé Communication4Statistics (C4S), ainsi que le lancement d'autres initiatives axées sur le renforcement des capacités et des processus en matière de visualisation des données ou relatives à la production d'un guide sur la création d'infographies.

Soutenir la coopération en matière de statistique officielle, c'est donc soutenir le développement et le progrès vers des politiques publiques plus pertinentes.

* Fiche MEDSTAT



Pour de plus amples
informations sur les
éditions spéciales
d'**EURACTIV**

Contactez-nous

Aline Robert

Editor-in-Chief France
aline.robert@euractiv.fr
tel. +33 (0)1 75 61 25 03

Amandine Viguié

Responsable Marketing & Événementiel
amandine.viguie@euractiv.fr
tel. +33 (0)1 75 61 25 01